

**18 avril 2006, Burnaby, Colombie-Britannique**

**Allocution à l'occasion d'une visite au Centre communautaire Willingdon**

Je vous remercie.

C'est un grand plaisir pour moi d'être de retour en Colombie-Britannique. J'aimerais tout d'abord remercier le centre familial du centre communautaire Willingdon, qui a eu l'amabilité de nous laisser utiliser leurs locaux. Lieu de rencontre et de socialisation des parents et des familles, le centre Willingdon contribue non seulement à renforcer les familles, mais aussi la ville de Burnaby.

J'aimerais aussi signaler la présence d'Helen Ward, présidente de l'association Kids First. Kids First est vraiment une organisation remarquable – car elle s'attache avant tout au bien-être de nos enfants. Kids First reconnaît en effet que les parents doivent être en mesure de choisir le type de garde qui convient le mieux à leurs situation et besoins particuliers. Dans leur action de bénévolat, Helen et Kids First font exactement cela – aider les parents à trouver le type de garderie qui répond aux besoins de leurs enfants. Que l'enfant soit gardé par un parent ou un voisin, qu'il soit gardé toute la journée à la maison par le père ou la mère ou qu'il aille en garderie de jour – Kids First apprécie la valeur de tous les choix qui sont faits. Merci, Helen, de votre action au sein de Kids First et de nous avoir aidé à organiser notre table ronde de parents et d'universitaires.

**Notre mission**

Mesdames et Messieurs, le 23 janvier, les Canadiennes et les Canadiens ont voté pour le changement. Et ils ont demandé à notre parti d'en être le maître d'œuvre. Nous avons répondu en présentant aux Canadiennes et aux Canadiens un programme de changement. Un programme fondé sur de grands principes tels que : un gouvernement imputable, la récompense des efforts, le soutien des familles et un Canada fort et uni où tout le monde travaille ensemble. Nous avons un plan et nous avons pris des engagements. Et dans notre premier discours du Trône, nous avons énoncé cinq priorités immédiates que nous commencerons à mettre en œuvre dès ce printemps.

**Cinq priorités**

Nos priorités reflètent ces principes. Nos priorités sont résumées dans le discours du Trône. Nous savons ce que nous voulons faire. Et nous avons un plan pour concrétiser cette volonté. Nos plans commencent par la Loi fédérale sur l'imputabilité, qui va permettre d'assainir le gouvernement et qui va obliger les politiciens à rendre des comptes sur la façon dont ils utilisent votre argent. Nous poursuivrons en réduisant les impôts de l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens – en commençant par la TPS, qui passera de 7 % à 6 %, et finalement à 5 %.

Nous nous attaquerons à la criminalité – en particulier celle qui est liée aux armes de poing, aux gangs et aux drogues, et qui touche tout particulièrement les villes comme Vancouver. Nous travaillerons avec les provinces pour établir une Garantie en matière de délais d'attente pour les patients – qui permettra de donner aux Canadiennes et aux Canadiens les soins dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin. Et comme je l'ai dit à Helen Ward et aux autres parents

ce matin, nous offrirons aux familles canadiennes un plan universel pour le choix en matière de garde d'enfants.

#### La situation concernant la garde d'enfants

En tant que mari et père de jeunes enfants, je suis particulièrement sensible aux difficultés que connaissent les jeunes familles. On travaille plus fort. On voyage plus longtemps pour aller au travail. Et les familles d'aujourd'hui ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Et ces difficultés sont encore plus criantes quand il s'agit de faire garder les enfants. La stratégie libérale pour la garde d'enfants Le gouvernement précédent a longtemps parlé de garde d'enfants. Et depuis les élections, les libéraux essaient de se donner bonne conscience. Mais malgré tous leurs discours, leurs résultats sont bien minces. Leur programme national de garde d'enfants ne s'est jamais concrétisé. Les parents n'ont certainement pas eu d'appui financier. Et après 13 ans de discours, on attend encore ces places gratuites et universellement accessibles en garderie fédérale. Où est donc allé tout l'argent consacré à la garde d'enfants?

Pour commencer, dans la poche des politiciens. Puis dans la poche d'une foule d'universitaires, de chercheurs et de groupes d'intérêts spéciaux. Qu'en est-il des parents? Aucun appui financier direct et aucune nouvelle place. Mes amis, l'ancienne approche a été un échec. Et pour les parents qui attendent depuis longtemps des services de garde, c'est inadmissible. Comme une mère l'a fait remarquer au cours de la campagne électorale : « Les libéraux ont promis des services de garde quand ma fille avait quatre ans et qu'elle était à la prématernelle. Elle a maintenant dix-sept ans et elle attend qu'ils rompent les promesses qu'ils ont faites au sujet des études postsecondaires. » Il est temps de prendre une nouvelle approche. Une approche qui élimine les intermédiaires bureaucratiques. Une approche qui appuie directement les parents. Une approche qui crée des places réelles.

#### Plan du gouvernement en matière de garde d'enfants

Au cours des treize dernières années, on n'a eu droit qu'à des belles paroles en matière de garde d'enfants. Mais la réalité est qu'aucune famille canadienne n'a reçu d'appui financier direct. Sous les libéraux, aucune place en garderie n'a été créée. Cette année, pendant que nous mettons fin graduellement aux ententes de financement déjà prises avec les provinces, nous avons le temps de mettre en place un nouveau programme visant à créer des places réelles en garderie. Dans l'immédiat nous allons, dès ce printemps, prévoir dans notre premier budget une allocation familiale en matière de garde d'enfants de 1 200 \$ par année et par enfant de moins de six ans. La question qui se pose à l'opposition est simple. Est-ce qu'ils appuient l'allocation de 1 200 \$ pour les enfants ou est-ce qu'ils appuient plutôt le statu quo, c'est-à-dire rien du tout?

La nouvelle approche de la garde d'enfants est en vigueur dès maintenant. Nous demanderons au Parlement d'approuver une allocation pour le choix en matière de garde d'enfants. Une allocation qui fera en sorte que les parents reçoivent directement 1 200 \$ par an et par enfant de moins de six ans. Le calcul, mes amis, est très simple. Un enfant : 1 200 \$ par année. Deux enfants : 2 400 \$ par année. Trois enfants : 3 600 \$ par année. Cette approche n'exige aucune négociation fédérale-provinciale. Elle n'exige aucun financement à des universitaires, des chercheurs ou des groupes d'intérêts spéciaux. Elle élimine les intermédiaires bureaucratiques. Elle offre un appui réel. Elle offre aussi un versement direct. Et elle sera mise en œuvre dès que le Parlement aura approuvé notre plan. Notre nouvelle

approche donne davantage de choix aux parents. Elle reconnaît et appuie les deux tiers des parents qui n'envoient pas leurs enfants dans les garderies en établissements ouvertes de 9 h à 17 h. Et elle sera renforcée par un plan visant la création de places en garderie.

Au cours de l'année qui vient, nous consulterons nos collègues du Parlement pour trouver la meilleure façon de créer des places. Tout comme nous chercherons des façons de mieux intégrer notre allocation universelle pour le choix en matière de garde d'enfants aux autres programmes d'appui aux familles. Mais je veux être bien clair : notre seul intérêt est d'élaborer un plan de création de places en garderie qui fonctionne. Tout comme nous voulons garantir un appui financier direct à chaque famille canadienne. Fini les espaces fantômes. Fini les fonds utilisés entièrement par les bureaucrates et les promoteurs. Nous voulons de vrais services de garde pour l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens.

#### Aller droit au but

Compte tenu des engagements que nous avons pris à l'égard des provinces pour l'année qui vient, nous disposons d'un peu de temps pour élaborer un nouveau plan de création de places qui fonctionne. Notre premier budget permettra d'offrir aux parents canadiens une allocation universelle pour le choix en matière de garde d'enfants de 1 200 \$ par enfant de moins de six ans. Les partis d'opposition appuient-ils notre plan d'offrir aux parents 1 200 \$ par an et par enfant ou préfèrent-ils le statu quo? La question de ce printemps est claire. Et les parents canadiens attendent la réponse des membres de l'opposition. Les parents connaissent la position du nouveau gouvernement du Canada. L'engagement que nous avons pris en campagne électorale était clair. Nous avons été élus pour honorer nos promesses. Et les Canadiennes et les Canadiens, surtout les parents de jeunes enfants, veulent que nous respections nos engagements et s'attendent à ce que nous le fassions. Et vous pouvez être certains que nous allons nous en remettre à la population si nous avons à le faire. Le choix est entre les mains de l'opposition.

#### Conclusion

Mes amis, au cours de l'année qui vient, nous allons chercher des façons de mieux intégrer notre nouvelle allocation familiale universelle en matière de garde d'enfants aux prestations parentales existantes. Mais soyons clairs, notre nouveau gouvernement national va respecter son engagement à l'égard des familles canadiennes. Car ces familles veulent recevoir 1200 \$ par an et par enfant et s'attendent à ce montant. Et nous allons déposer notre projet au Parlement et le remettre, au besoin, entre les mains des Canadiennes et des Canadiens.

Mes amis, les parents nous ont dit qu'ils en avaient assez des promesses vides. Ils en ont assez des solutions universelles. Et ils en ont assez que tout le monde, sauf eux, reçoive du financement pour la garde d'enfants. Les parents ordinaires – des gens qui travaillent fort, qui paient leurs impôts et qui respectent les règles – n'ont pas de groupes d'intérêts spéciaux financés avec les fonds des contribuables. Ils n'ont pas le temps d'organiser des manifestations. Et ils ne se rendent certainement pas à Ottawa régulièrement pour des conférences de presse. Mais nous savons que les parents ordinaires appuient notre plan. Et aujourd'hui, j'aimerais leur dire : Si vous voulez moins de discours et plus d'action dans le dossier de la garde d'enfants... Si vous voulez 1 200 \$ par an et par enfant... Si vous voulez que le Parlement continue d'offrir des résultats tangibles aux parents ordinaires qui travaillent, appelez vos députés.

Dites-leur que vous êtes en faveur du choix. Dites-leur que vous êtes en faveur de l'allocation annuelle de 1 200 \$ par enfant. Et dites-leur que vous appuyez le programme. Ensemble, nous pouvons faire du choix en matière de garde d'enfant une réalité.

Concrétisons notre plan.

Merci beaucoup.